

SOCIAL

L'intersyndicale de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) exige des négociations sur l'emploi et les conditions de travail. Elle appelle à des actions locales mardi. Le ministre du Budget promet une rencontre, mercredi.

Premier test pour François Baroin avec les syndicats des Finances

Bienvenu monsieur le Ministre ! A peine installé au ministère du Budget et des Comptes publics, François Baroin est mis sous pression par les syndicats de la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Comme un symbole, le jour de sa prise de fonction, le 23 mars, pas moins de 40 % de ses 125.000 agents étaient en grève dans le cadre de la journée interprofessionnelle d'action. Depuis, l'intersyndicale [SNUI (SUD), CGT, FO, CFDT, CFTC, Unsa] bat le fer, multipliant les actions locales au fil du tour de France que mène Philippe Parini, directeur général des finances publiques. Et hier, elle a de nouveau réclamé un rendez-vous avec François Baroin et appelé les agents à des « actions locales unitai-

res » mardi prochain. Ce coup de pression s'inscrit dans un contexte délicat pour l'exécutif. L'intersyndicale hausse à dessein le ton au moment où semblent poindre de premières fissures au sein de la majorité sur le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Elle espère aussi que le chiraquien François Baroin se montrera moins inflexible que son prédécesseur, Eric Woerth.

Des contentieux, un calendrier

Rien ne l'indique à ce stade, mais le nouveau locataire de Bercy a en tout cas fait un premier geste en indiquant, hier, qu'il recevrait l'intersyndicale mercredi prochain pour « un premier contact ». Les syndicats exigeront alors l'ouver-

ture de négociations sur « les missions et les moyens de la DGFIP ». Ils dénoncent les « désorganisations » nées de la fusion, en 2008, des directions des impôts et du Trésor, et, surtout, les suppressions de postes. « 18.000 emplois ont été supprimés en dix ans et, depuis 2008, deux départs à la retraite sur trois ne sont pas remplacés ! Il faut arrêter de considérer la DGFIP comme la vache à lait de la baisse du nombre de fonctionnaires », insiste la CGT. « Le gouvernement se glorifie d'avoir simplifié les démarches des contribuables, mais faute de moyens, le service rendu se dégrade », estime le SNUI (SUD), qui évoque, sans avancer de chiffres, une « explosion des contentieux, notamment sur le traitement des taxes d'habitation »

et des files d'attente « interminables » dans les centres des impôts. Selon FO, la grogne, alimentée aussi par les tensions sur les salaires et sur l'unification en cours des statuts des ex-Trésor et ex-impôts, atteint la cote d'alerte : « Les agents sont désemparés et perdent pied. Des suicides sont à craindre. »

Les syndicats jouent aussi sur le calendrier : l'envoi des déclarations de revenus 2009 débutera à la fin du mois et des actions syndicales à cette période n'en seraient donc que plus pénalisantes. Cette menace n'est pas formellement brandie mais l'option sera étudiée si nécessaire, laissent entendre les syndicats, toutefois divisés sur ce type de mesures assez radicales.

DEREK PERROTTE